



Communiqué FSU - Les lilas le 12 octobre 2017

Les fonctionnaires se sont exprimés le 10 octobre :

Réponse attendue du gouvernement le 16 octobre !

Le projet de budget de 2018 est guidé par l'objectif de la baisse du déficit public en dessous du seuil des 3%. Pour cela, le gouvernement prévoit une baisse de 15 milliards des dépenses publiques ainsi qu'une baisse des prélèvements au bénéfice des plus riches et des entreprises.

Auditionnée par la Commission des lois de l'Assemblée nationale sur le budget de la Fonction publique pour 2018, la FSU a alerté sur les conséquences désastreuses d'un tel budget qui impactera négativement de fait celui de la sécurité sociale (5 milliards), des collectivités territoriales (3 milliards) et de l'État (7 milliards). Cet affaiblissement des politiques publiques redistributives, avec notamment la mise à mal des services publics, se traduira par un accroissement des inégalités.

Cette baisse des dépenses publiques se traduit déjà par des mesures telles que le gel de la valeur du point d'indice pour les plus de 5 millions d'agent.e.s de la Fonction publique, le rétablissement de la journée de carence auxquels s'ajoute l'annonce de la suppression de 120 000 emplois publics sur 5 ans dont 70 000 dans le versant territorial.

Contrairement à l'engagement d'Emmanuel Macron dans le cadre de sa campagne présidentielle : «J'augmenterai votre pouvoir d'achat, comme celui des salariés des entreprises : vous paierez moins de cotisations et votre salaire net sera augmenté d'autant», au-delà de la contestable décision de transférer les cotisations sociales sur l'impôt via l'augmentation de la Csg, à ce jour, le scénario du gouvernement se traduit par une compensation partielle qui se traduira donc, compte tenu de l'inflation, d'une nouvelle perte de pouvoir d'achat pour les agent.e.s !

Alors que l'on voit revenir les vieilles recettes économiques et fiscales qui ont fait la preuve de leur inefficacité, où sont les idées neuves et le modernisme promis par ce gouvernement ? Qui peut croire qu'il suffira de bloquer l'évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires, de les pénaliser en cas d'absence pour maladie, de supprimer des emplois publics et des services, de geler les pensions des retraité.e.s, de réduire les budgets de la santé... pour permettre le redressement du pays ? Le débat sur la création d'un impôt sur la fortune immobilière (IFI) remplaçant le dispositif actuel d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) au 1er janvier 2018 cache mal les choix en faveur des plus riches. Incompréhensible et inadmissible alors que la relance peine et que la crise économique a de si lourdes conséquences sociales en particulier pour les plus en difficulté.

Pour permettre une croissance durable, le développement d'emplois de qualité dans le privé comme dans le public, répondre aux évolutions de notre société, aux profondes mutations du monde du travail, une autre réforme fiscale plus juste et plus solidaire est incontournable. Il en va de l'avenir des services publics, du rôle et des missions qu'ils ont à jouer pour l'intérêt général et pour une meilleure cohésion sociale. Et les agent.e.s qui les font vivre doivent être reconnus et revalorisés. A la veille du rendez-vous salarial de la Fonction publique, et après la forte journée de mobilisations et de grève du 10 octobre dans laquelle se sont exprimés le mécontentement et les attentes des agent.e.s, la FSU appelle le gouvernement à y répondre !



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

